



« RESULTATS /ENQUETE DE PERCEPTION DU MANDAT DU MPSR »



Présenté par :
Dr. Cyriaque PARE (Lefaso.net)
Sounkalo DRABO (OBAAS Consulting)

SECTION 1: MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE

SECTION 2- PROFIL DES REpondANTS

SECTION 3 : RÉSULTATS

CONCLUSION & RECOMMANDATIONS



INTRODUCTION

L'actualité nationale est fortement caractérisée par des actions politiques, sociales et sécuritaires.

Sur la plan politique : il s'agit surtout de l'installation des membres du gouvernement Albert Ouédraogo 1.

Après la nomination du gouvernement le samedi 05 mars 2022 puis la prise de contact de l'équipe gouvernementale le lundi 07 mars 2022, les différents ministres ont été installés dans leurs postes respectifs par le Secrétaire Général du Gouvernement et du Conseil des ministres, Jacques Sosthène DINGARA.

Pendant ce temps, dans les chefs-lieux de régions, on procède à la désignation des 13 membres devant représenter ces régions à l'Assemblée Législative de Transition (ALT) conformément à la charte validée aux assises nationales et qui comptera 71 membres.

Sur le plan social : les informations émanant des médias font cas de la prise de plusieurs localités par les hommes armés non identifiés (HANI) et de la fermeture des établissements scolaires. De plus, selon le dernier rapport du CONASUR, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) s'élève à près de 2 000 000.

Sur le plan sécuritaire : on assiste à une multiplication des attaques en plus du blocus imposé par ces groupes armés à Djibo dans le sahel et dans d'autres localités de la Région de l'Est, du Nord ; alors que du côté des forces armées, des informations distillées dans certains médias font état d'une montée en force des différentes unités face aux embuscades tendues par les HANI aux troupes en déplacement.

C'est dans ce contexte que l'enquête de perception est conduite en vue de recueillir auprès des lecteurs du portail d'informations LEFASO.NET leurs appréciations des travaux provenant de la commission technique mise en place par le Président DAMIBA mais aussi des assises nationales ayant validé les travaux de cette commission. L'enquête évalue également les actions du MPSR ainsi que les attentes et besoins futurs des lecteurs vis-à-vis de la gouvernance du MPSR face aux défis du moment.

SECTION 1- MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE ET PROFIL DES REPONDANTS



Approche méthodologique

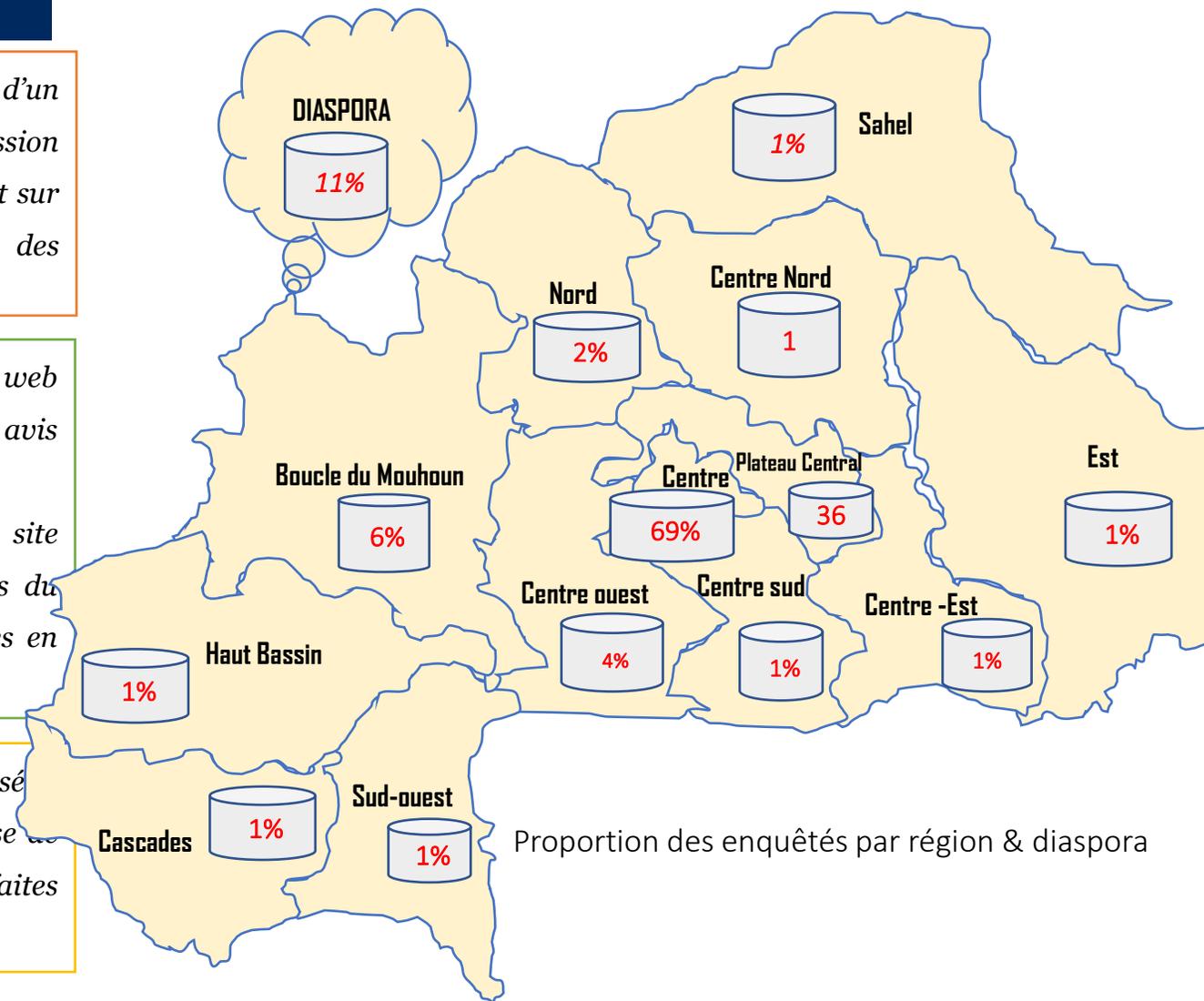
1- APPROCHE METHODOLOGIE

L'enquête de perception du mandat du MPSR a été réalisée à partir d'un questionnaire comportant des questions relatives aux travaux de la commission technique, à ceux des assises nationales, aux critiques sur le choix des acteurs et sur les actions du MPSR ainsi qu'aux attentes, besoins et priorités urgentes des populations.

Les données ont été recueillies dans la période du 7 au 12 mars 2022, via un lien web de sondage publié sur le portail d'information « Lefaso.net », pour recueillir les avis des lecteurs sur les questions posées et portant le mandat du MPSR.

Le groupe cible est constitué des fidèles lecteurs de ce média, premier site d'informations sur l'actualité en ligne accessible 24h/24, dans les 13 régions du Burkina Faso et auprès de la diaspora. Seules 152 fiches complètes ont prises en compte dans le traitement des réponses.

L'ensemble des données recueillies a été centralisé d'abord sur un serveur sécurisé, été transféré sur le logiciel MS EXCEL et SPSS pour l'apurement de la base de données. Les différentes analyses statistiques (univariées et multivariées) sont faites avec SPSS et SPHINX IQ, XLSTAT et MINITAB et TROPES.

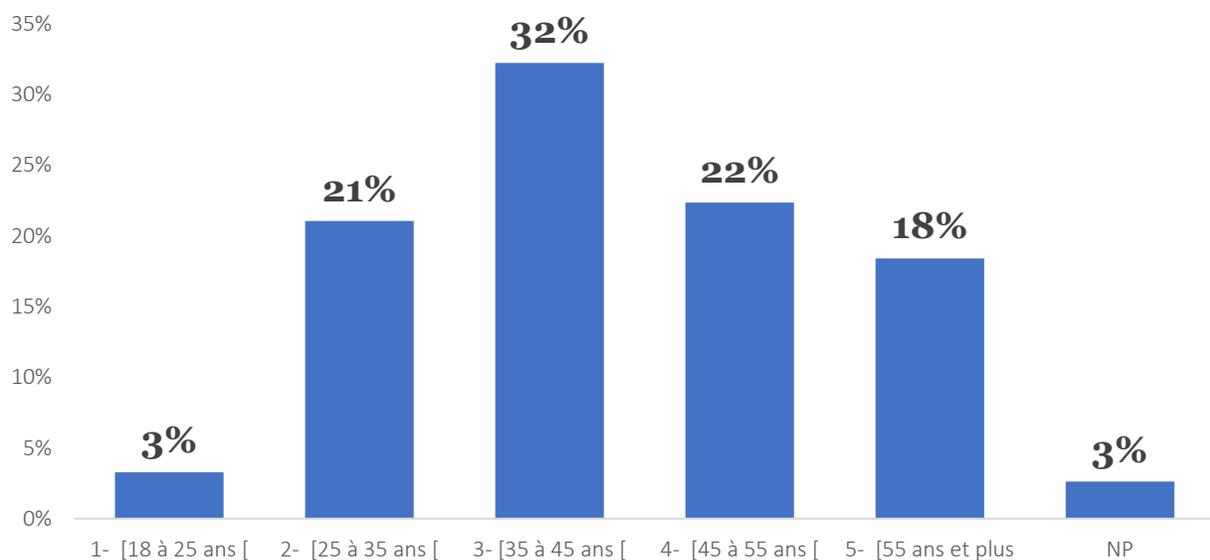
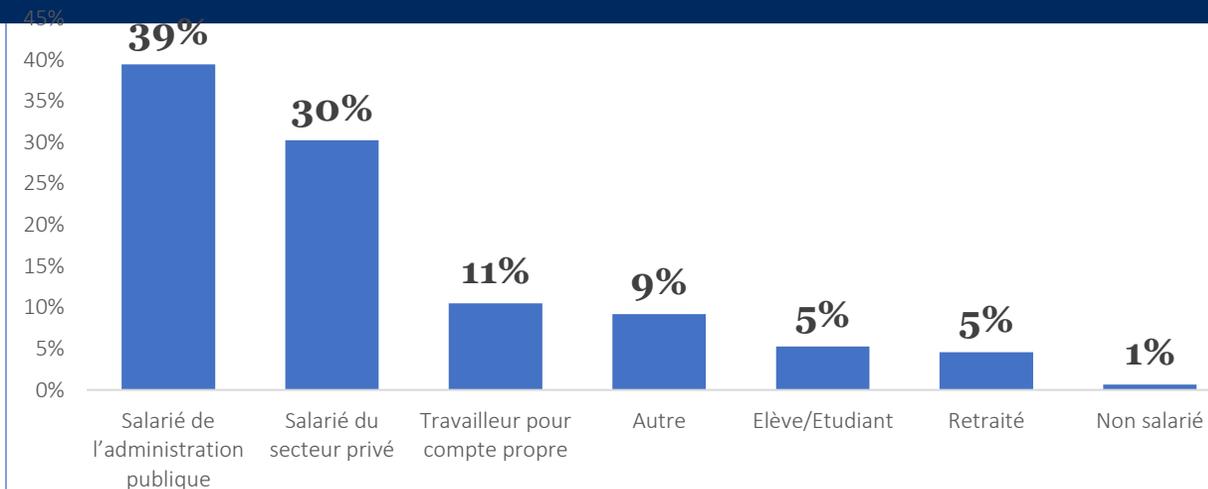
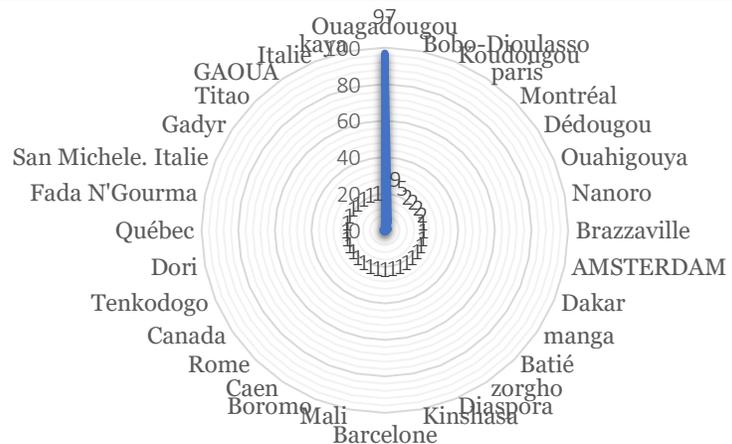


Proportion des enquêtés par région & diaspora

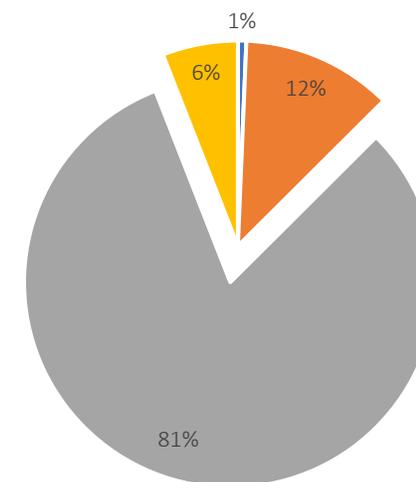


Profil des répondants

Section 2 – Profil des répondants



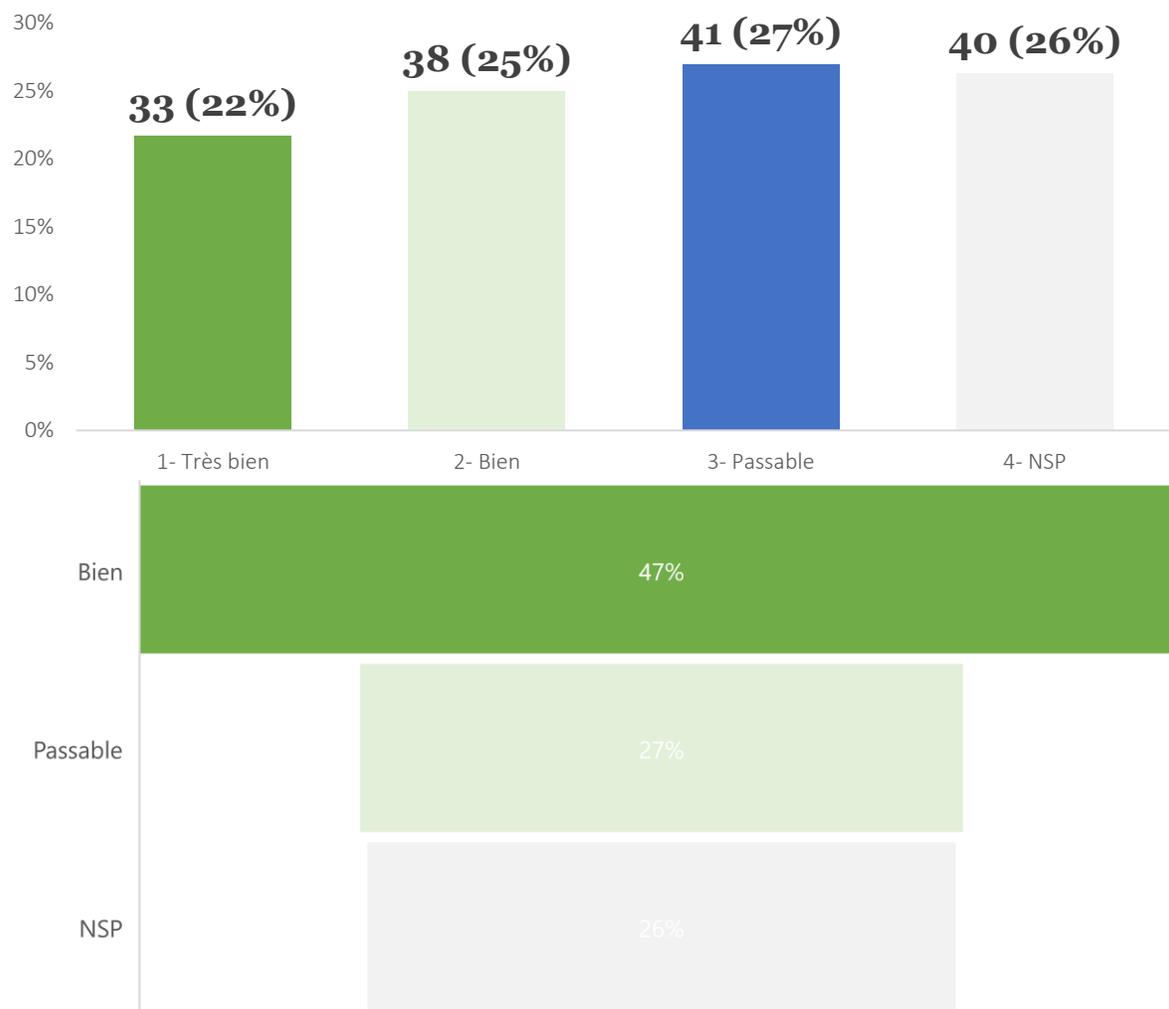
■ 2- Alphabétisé ■ 4- Secondaire ■ 5- Universitaire ■ NP



Les répondants résident en majorité à Ouagadougou et dans les grandes villes du pays (89%). Il y en a également qui résident hors du pays (11%). Les répondants ont pour la plupart un niveau universitaires (81%) et ont un âge compris entre 25 et 35 ans(58%), ils sont issus de toutes les couches socio-professionnelles.

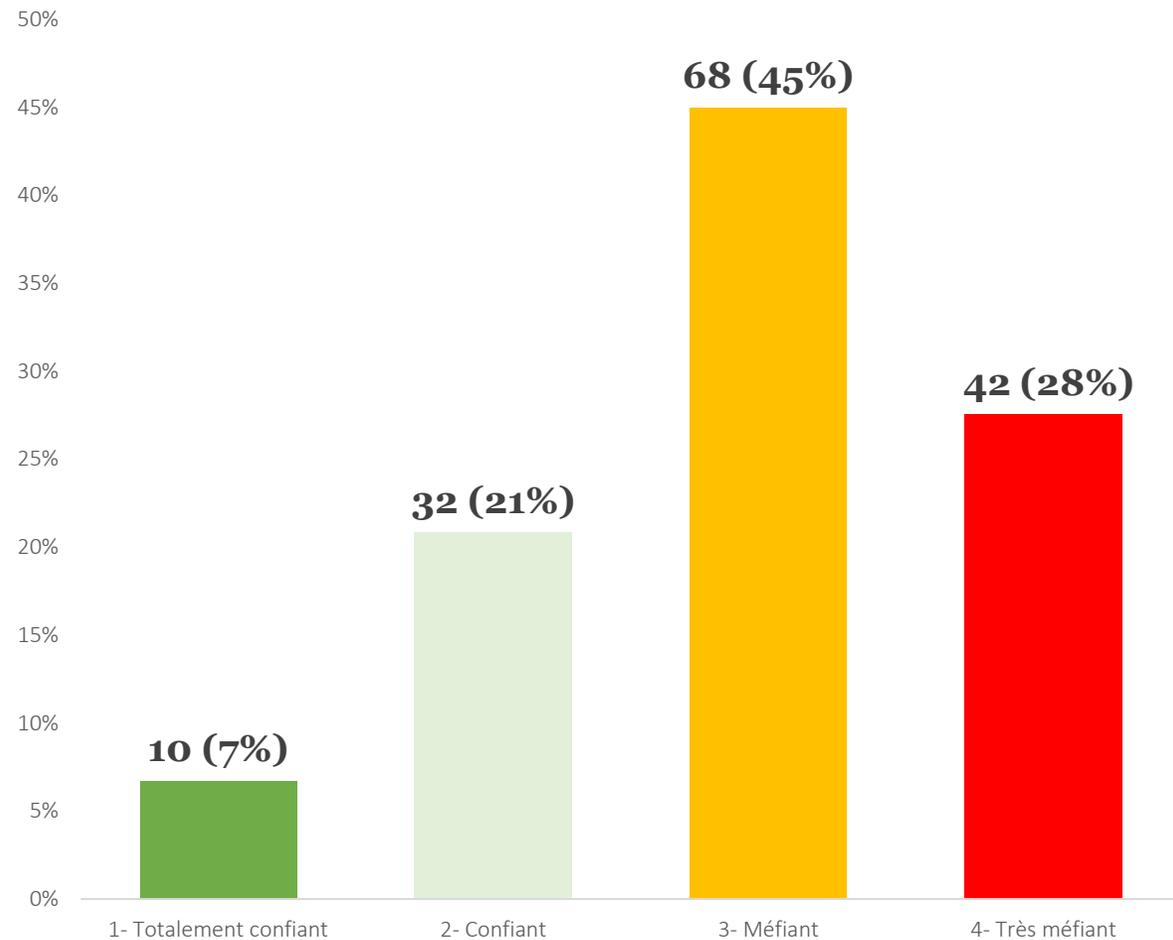
SECTION 3- RESULTATS

1- Comment avez-vous accueilli ce coup d'état ?



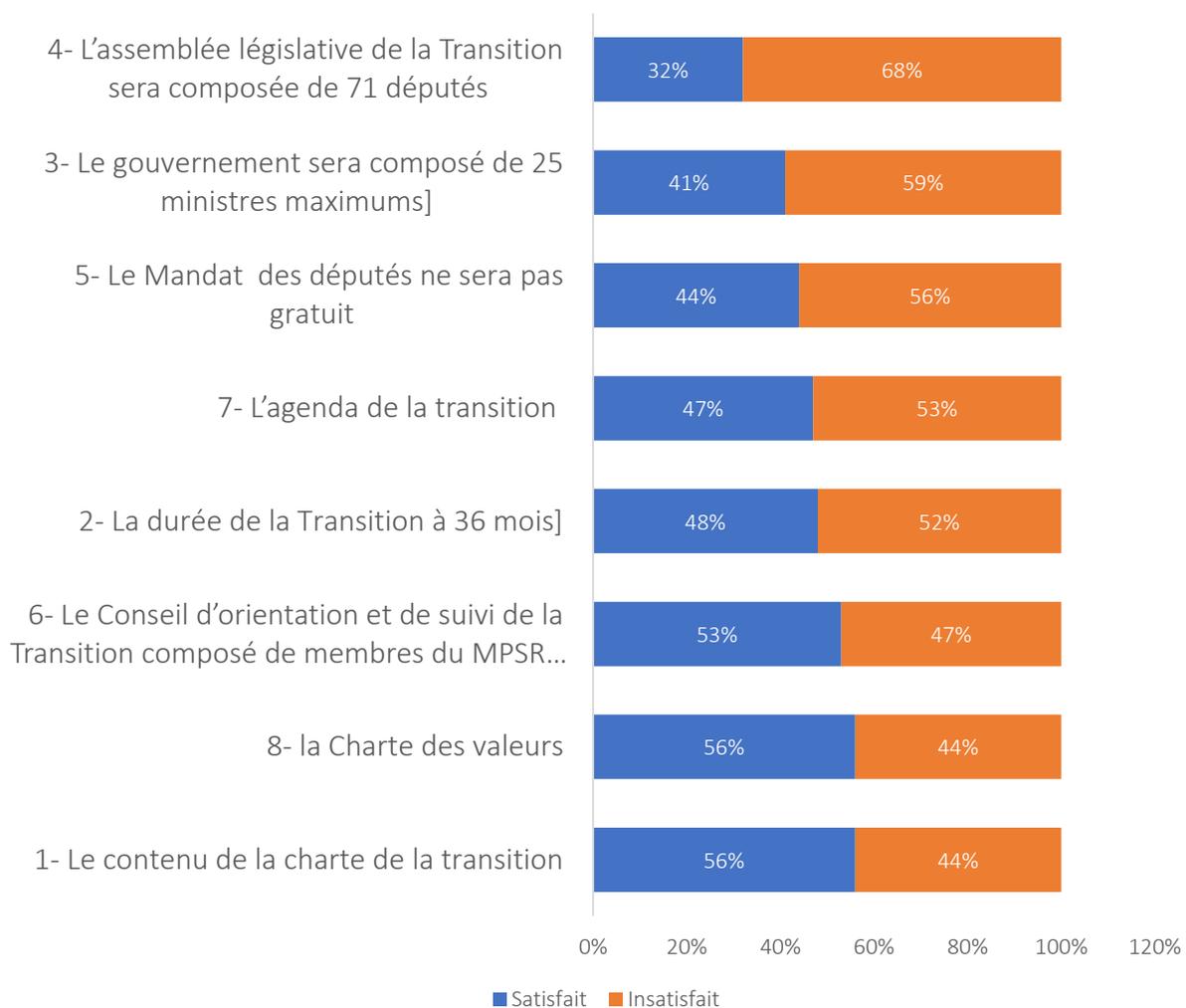
Globalement, à 74% les sondages sont favorables au coup d'Etat du 24 janvier 2022 du MPSR et 47% l'ont même « bien » accueilli.

2. Avez-vous confiance au MPSR après la prestation de serment du Président DAMIBA par le Conseil Constitutionnel ?



Globalement , 72% des sondés se disent "méfiant" après la prestation de serment du Président devant le Conseil constitutionnel. Ces résultats pourraient s'expliquer par "la surprise générale" de l'opinion quant à l'acceptation d'une légitimation du coup d'Etat devant la juridiction mais aussi par la présence de l'activiste Ibrahima MAIGA et d'autres civils.

4. Globalement, comment avez-vous apprécié ?



Si « satisfait », quels sont les aspects ?

- ✓ Clarté et précision des valeurs prônées dans la charte
- ✓ diminution du nombre des membres du gouvernement.
- ✓ Le contenu global de la Charte, le nombre de ministres limité à 25 et le fait que le mandat des députés ne soit pas gratuit car tout travail mérite son salaire.
- ✓ La bonne gouvernance dans les affaires de l'Etat et la lutte contre la corruption et l'impunité
- ✓ L'inclusion et La priorité à la reconquête du territoire
- ✓ La sécurisation et le retour des PDI dans leur localité
- ✓ Les personnalités choisies et la durée de 36 mois raisonnable ainsi qu'un agenda réaliste et précis. Que leur objectif principal soit d'assurer l'intégrité du territoire national
- ✓ Une vision claire et des actions concrètes et mesurables à poser sont définis par les documents de la transition

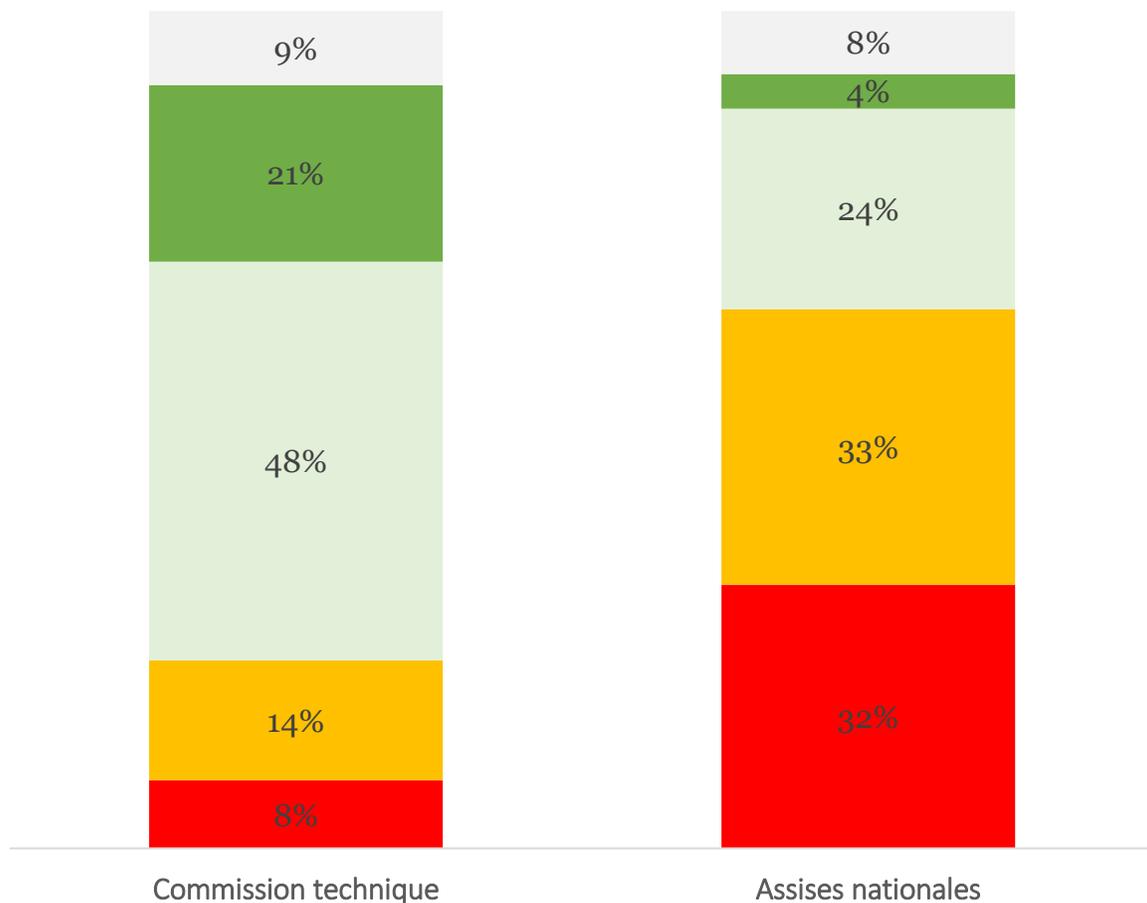
Si « insatisfaisant », quels sont les aspects ?

- ✓ le non respect des éléments proposés dans le rapport du comité.
- ✓ La légalisation du coup d'Etat par le Conseil Constitutionnel et l'insuffisance d'action antiterroriste
- ✓ Les choses ne s'améliorent pas sur le terrain de la sécurité, l'effet de s'abattage des actions pour atteindre leurs objectifs, le manque de transparence au sein du MPSR
- ✓ L'ouverture faites aux membres du gouvernement de pouvoir être candidat dans les prochaines élections
- ✓ L'inaction du président et le refus du sacrifice pour le peuple de certaines OSC
- ✓ La durée de la transition est courte
- ✓ Le nombre trop élevé des organes de la transition et le risque d'être budgétivore, au regard des problèmes actuels
- ✓ La transition n'est pas organisée trop de postes de député pour les militaires
- ✓ Un coup d'Etat ne saurait poser les jalons d'une refondation sérieuse reposant sur les valeurs de démocratie

Globalement, 88% des sondés ont pu lire les livrables des travaux qu'ils jugent pour plus de 50% des sondés « **satisfaisants** » uniquement pour ce qui concerne la charte des valeurs, le contenu global de la charte et le conseil d'orientation et de suivi. Mais le fait de modifier des aspects importants lors des assises nationales est jugé « **insatisfaisant** ».

4. Globalement, comment avez-vous apprécié les travaux?

■ Pas du tout satisfait ■ Pas satisfait ■ Satisfait ■ Très satisfait ■ Ne sais pas



Si « satisfait », quels sont les aspects ?

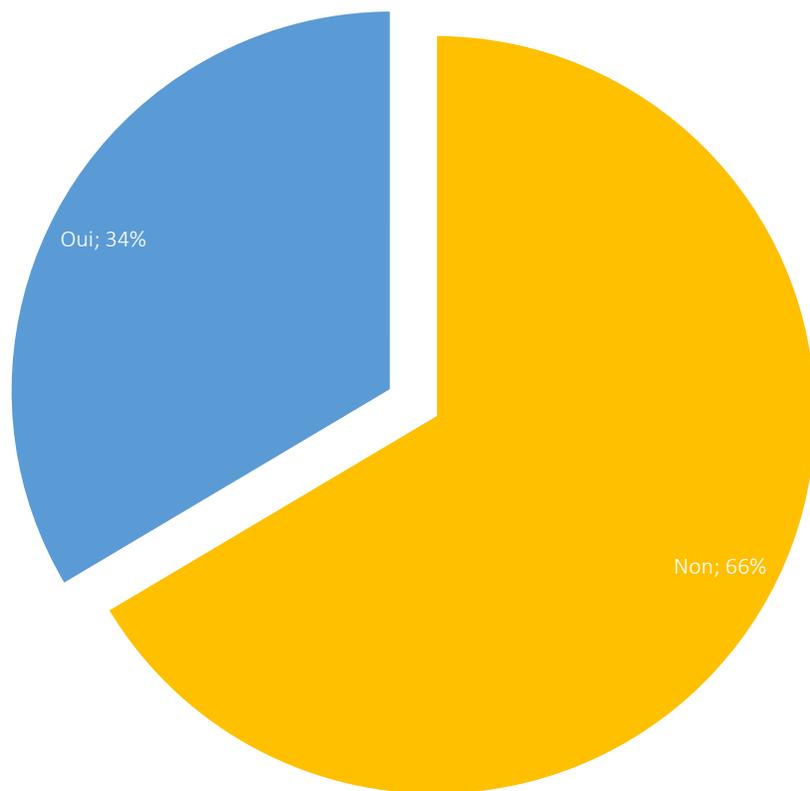
- Le respect des délais de livraison du document de travail
- La bonne approche et la prise en compte de l'ensemble des préoccupations connues
- La durée de la transition et la charte des valeurs
- L'inclusion de tout le monde et le pragmatisme
- Les représentants des OSC ne sont pas assez probes.
- La diligence et la composition de la commission
- La durée de la transition et la limitation du nombre de ministres
- Les priorités de la transition
- La rémunération des députés
- La rapidité, l'efficacité et la pertinence du travail

Si « insatisfaisant », quels sont les aspects ?

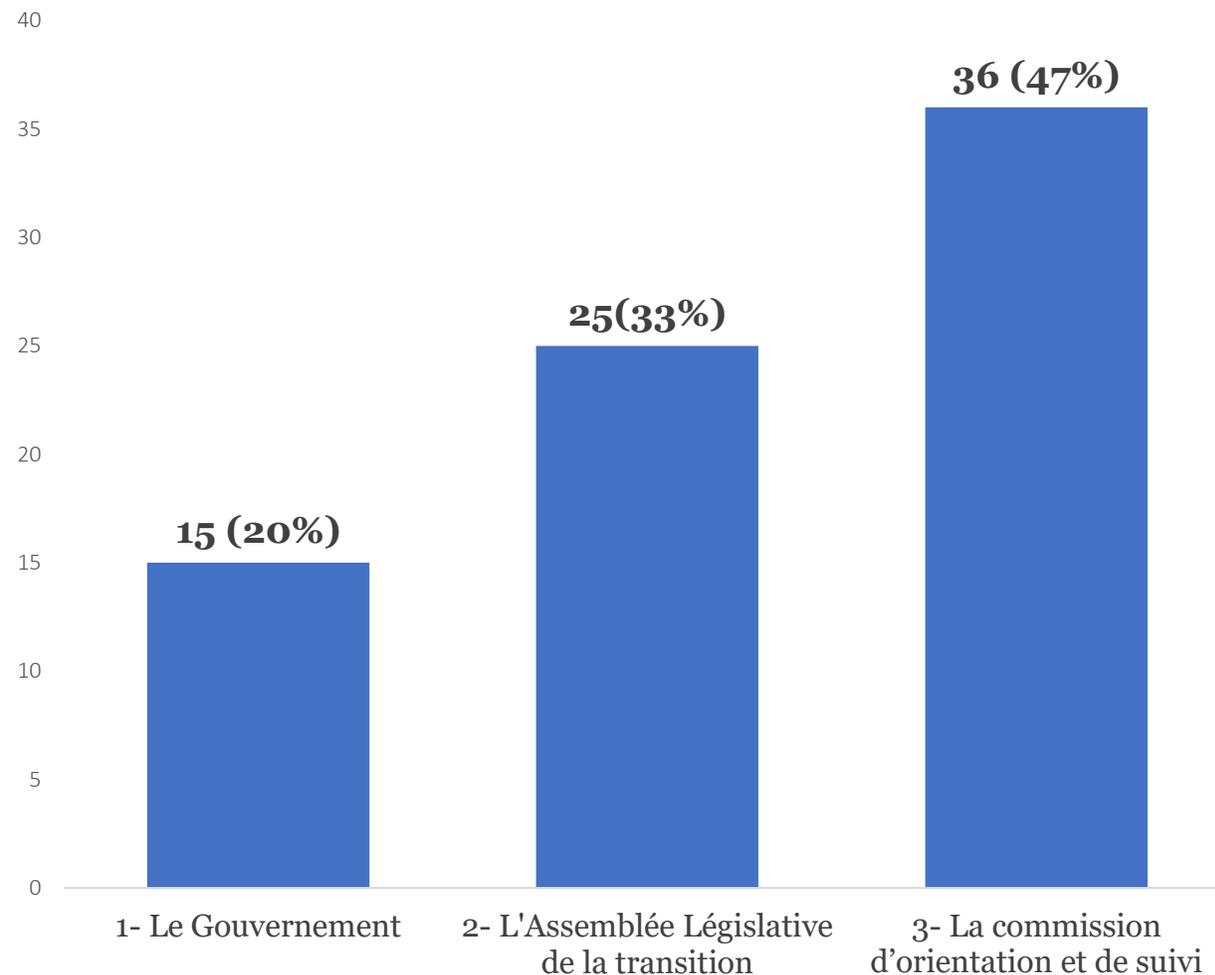
- Les assises ont dilué complètement la qualité du travail de la commission.
- Les participants aux assises ne représentent pas les forces vives de la nation
- La composition de l'Assemblée législative
- Le manque de clarté concernant les poursuites judiciaires pour les crimes économiques
- Le traitement des membres de l'ALT et le nombre de personnes désignées par le président du MPSR
- La non invitation des structures comme le MBDHP ou le Balai citoyen
- Durée des assises très courte pour débattre à fond sur les problèmes du pays et les solutions, travaux d'adoption des instruments de la transition un peu à la hâte
- L'implication des anciens politiciens avec des objectifs calculés pour leurs intérêts
- le choix des législateurs devrait être par province pour mieux cerner les réalités.
- Le choix des participants n'était pas impartial

79% des sondés sont « satisfaits » des travaux de la commission technique contre 28% pour les travaux des assises nationales

5. Souhaiteriez-vous la participation à la gestion de cette transition des membres de la commission techniques ou des assises nationales 2022 ?

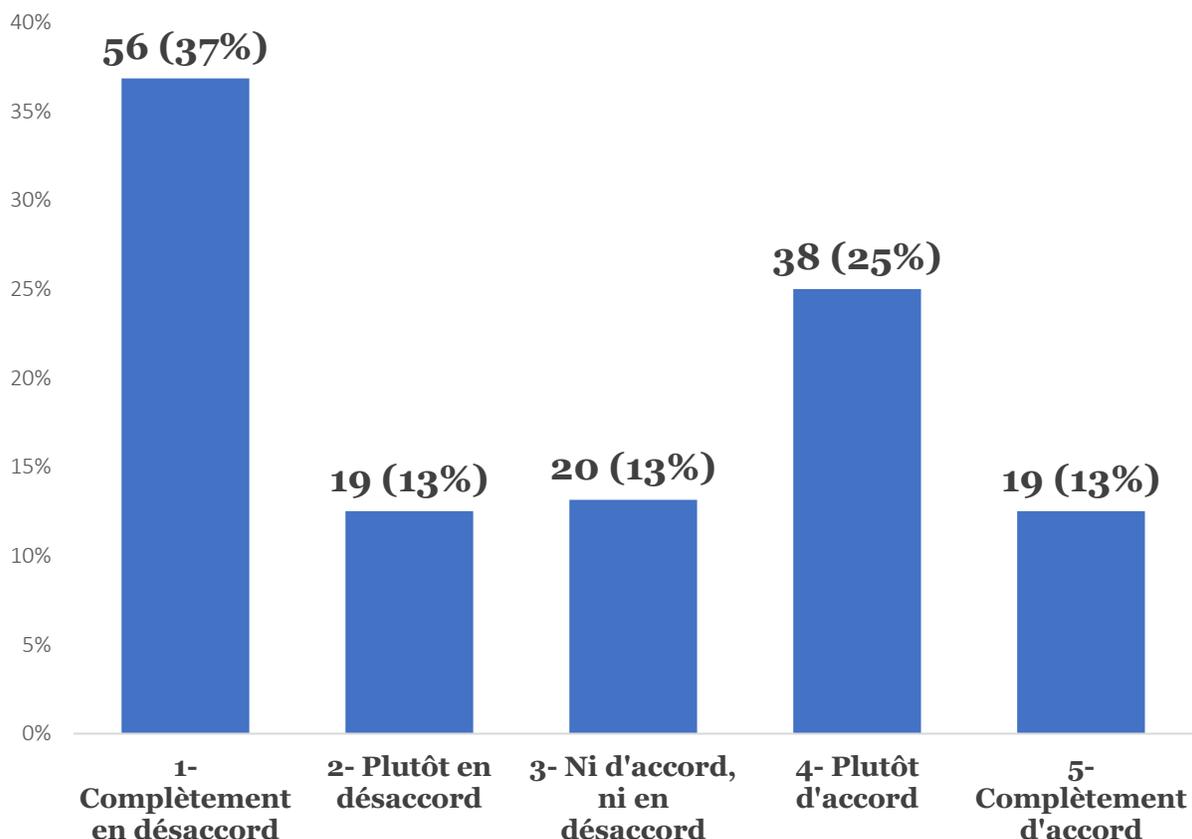


Si « oui » à le ou lesquels des organes ?



34% des sondés espéraient voir les membres de la commission technique ou des assises nationales 2022 à la commission d'orientation et de suivi (71%) ; L'Assemblée Législative de la Transition (49%) et Le Gouvernement(29%).

6. Etes-vous « d'accord » ou « pas d'accord » avec la suppression de la gratuité des mandats des députés de la Transition initialement proposée par la commission technique ?



Motifs d'accord sur la suppression de la gratuité des mandats

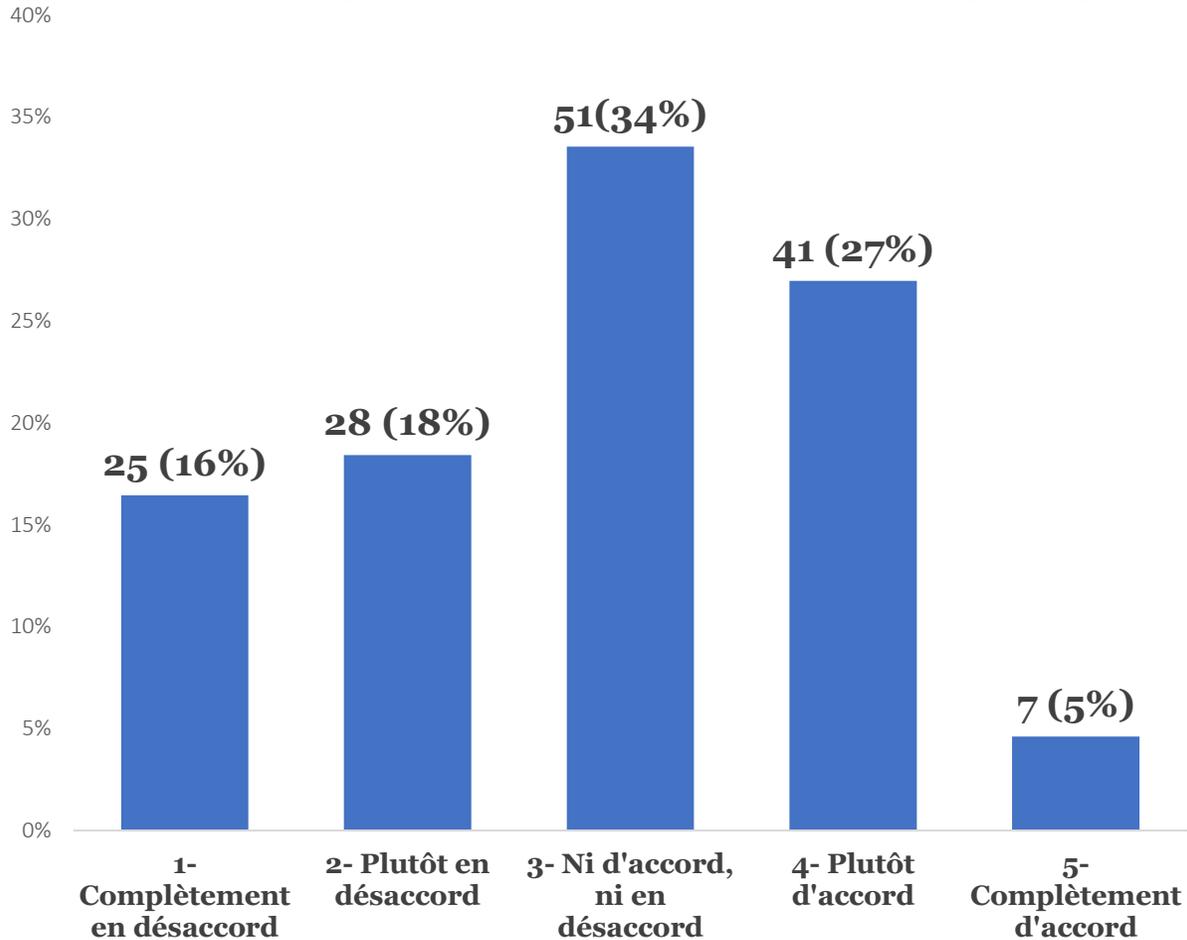
- La gratuité va se répercuter sur la qualité des travaux.
- Il ne faut pas œuvrer à clochardiser ni les acteurs ni les représentants à quelque niveau que ce soit.
- C'est un moyen de compenser les efforts et le sérieux du travail
- A causes des salaires les citoyens patriotes et honnêtes risquent de s'abstenir face à la ruse des gens mal intentionnés.
- la gratuité empêche un travail très pertinent avant et au cours des sessions.
- Il est donc normal de les motiver afin que le travail soit fait convenablement.
- le salaire est une source de motivation.

Motif de désaccord sur la suppression de la gratuité des mandats

- Il s'agit d'un sacerdoce, d'un engagement et non d'un recrutement
- Aucun sacrifice n'est de trop pour un pays à l'agonie comme le nôtre.
- Sur la base des valeurs édictées, les indemnités de sessions étaient suffisantes en restant dans ses activités antérieures.
- Quelqu'un qui n'est pas capable de se battre et se sacrifier en patriote pour son pays ne mérite pas de le représenter.
- ils devaient se contenter des primes de session car ils n'ont aucun devoir de redevabilité
- Le pays a besoin de symbole de la part des hommes qui se présentent comme uniquement intéressés par sa reconstruction.
- La fibre patriotique est totalement inexistante
- La gratuité aurait permis d'avoir des patriotes à l'ALT et aurait été un signal fort des nouvelles autorités.
- L'histoire du pays montre qu'ils (députés) ont très souvent été une caisse à résonance du gouvernement
- Les rémunérations ne devaient concerner que les jours de tenue de session.

Globalement 38% approuvent (en accord) la suppression de la gratuité des mandats des députés de la Transition initialement proposée par la commission technique contre 49% qui sont en "désaccord. Pour ces sondés, cette suppression est une occasion unique manquée pour avoir une bonne qualité de personnes qui devront siéger au Parlement pour l'intérêt général de tous. Et que les gens sont prêts à se servir avec les ressources du pays et à brandir au peuple le manque de moyens pour investir et appuyer les initiatives de développement des jeunes.

7. Etes-vous « d'accord » ou « pas d'accord » qu'avec cette charte on pourra relever les défis ? dites pourquoi ?



Motif d'accord

1. Si les principes de la charte des valeurs sont rigoureusement appliqués
2. Si les hommes mettent bien les textes en application. Si le management est parfait,
3. S'il existe une adhésion de la population
4. Les audits ordonnés permettront une bonne gouvernance et les FDS auront le moral haut
5. Les ressources humaines existent et avec la veille citoyenne et les conditions qui ont entraîné le coup d'état le nouveau pouvoir n'a pas droit à l'erreur.
6. La charte est document qui va compléter la constitution et ensemble ils vont régir la vie politique, économique sociale
7. Ils doivent travailler sans état d'âme pour le Burkina.

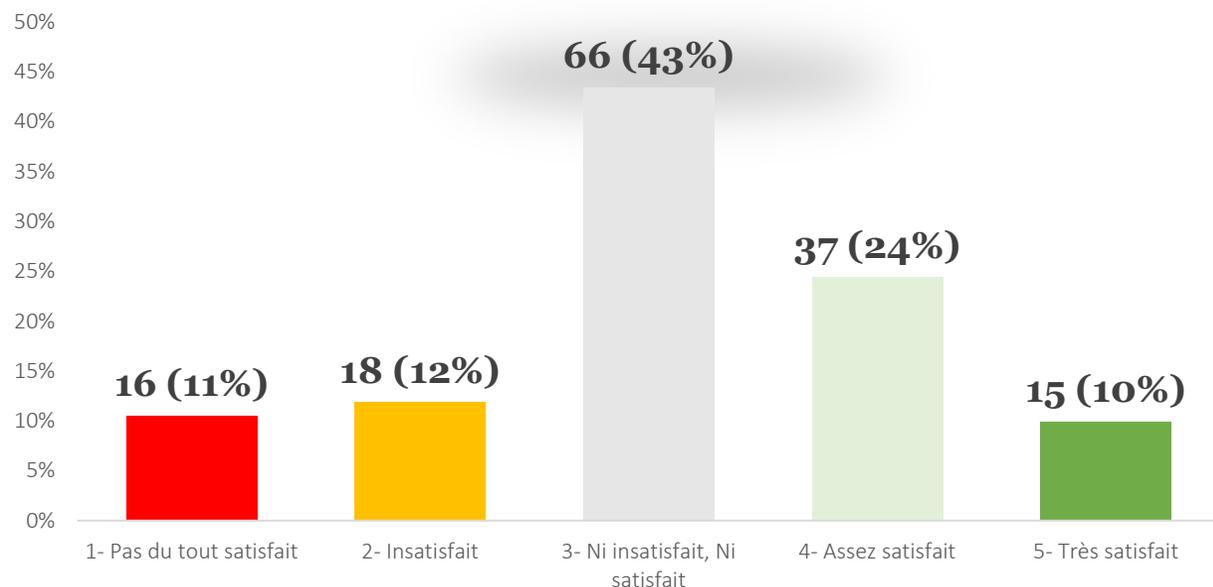
Motif de désaccord

1. Un texte ne donne que des orientations. C'est à ceux qui sont chargés de l'appliquer d'être honnêtes et patriotes pour ne pas exploiter les failles de la charte à des fins inavouées
2. Il manque de sincérité chez la plupart des acteurs
3. La détérioration de notre situation n'est pas due à l'absence de bons textes mais au comportement des acteurs et de la population
4. La base est faussée car c'est un coup d'Etat et il n'est pas basé sur une vision
5. la charte consacre une intrusion des politiques qui vont reproduire les mêmes tares

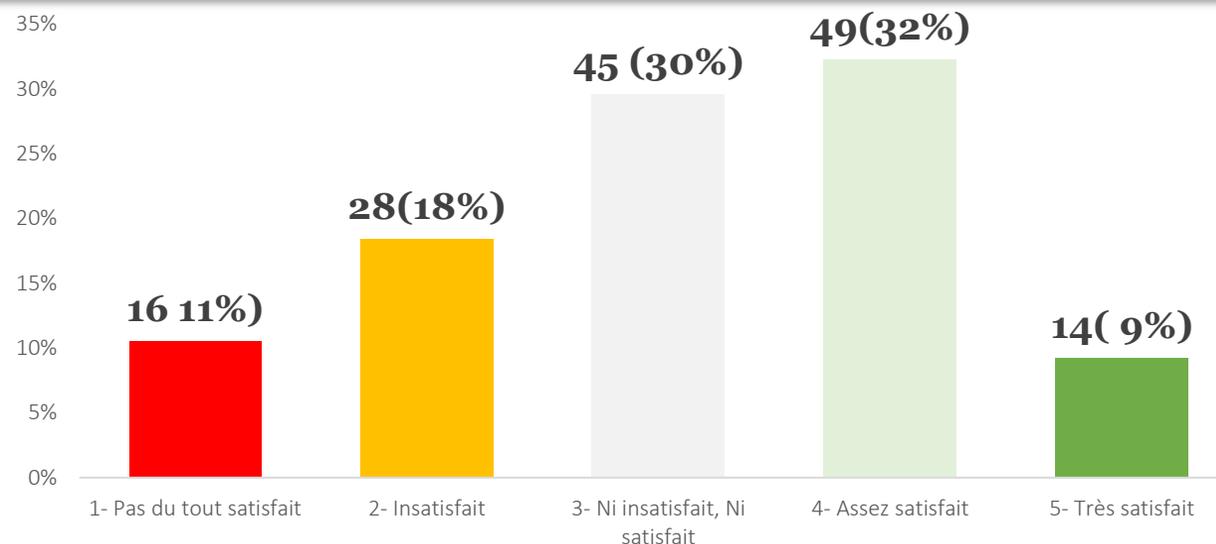
Globalement les avis sont largement partagés : (i) 34% des sondés approuvent que la charte devrait aider à relever le défi du moment en jetant les bases d'un Burkina nouveau mais à condition que les principes de la charte des valeurs soient rigoureusement appliqués avec une volonté manifeste et une adhésion de la population; (ii) 35% des sondés « en désaccord » notent que ce sont les mêmes militaires qui sont aux commandes qui sont dans la lutte depuis des années. Donc si aucun résultat tangible n'est visible, il ne faudrait pas se baser sur des textes pour espérer. Car, soutiennent-ils, un texte ne donne que des orientations.

8- D'une manière générale, êtes-vous satisfait(e) ou pas :

✓ du choix de Premier ministre (Dr Albert OUEDRAOGO) ?

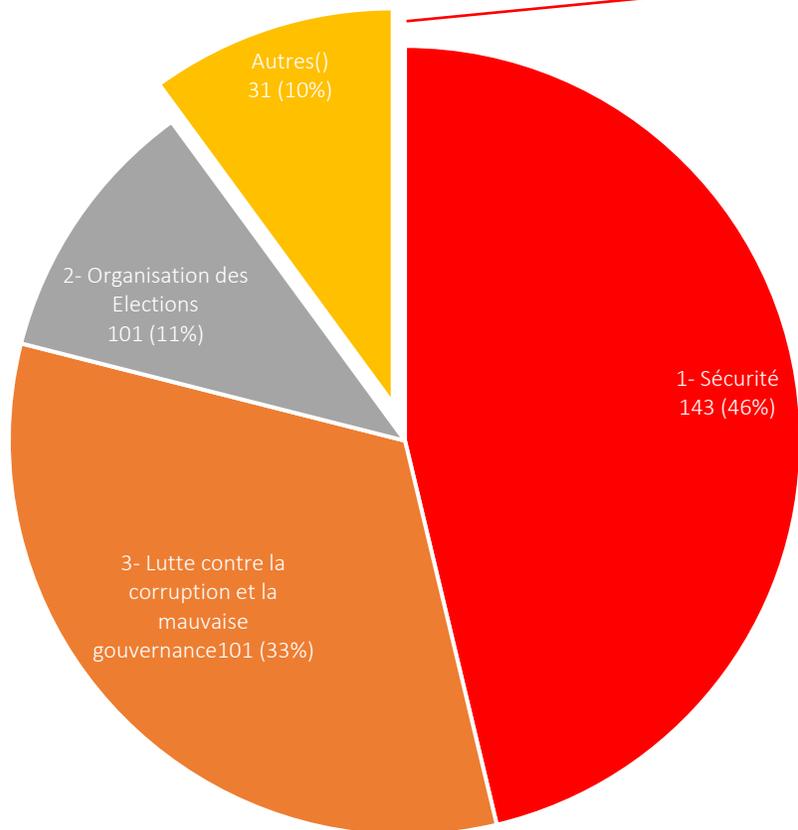


✓ du choix des membres du gouvernement de la transition ?

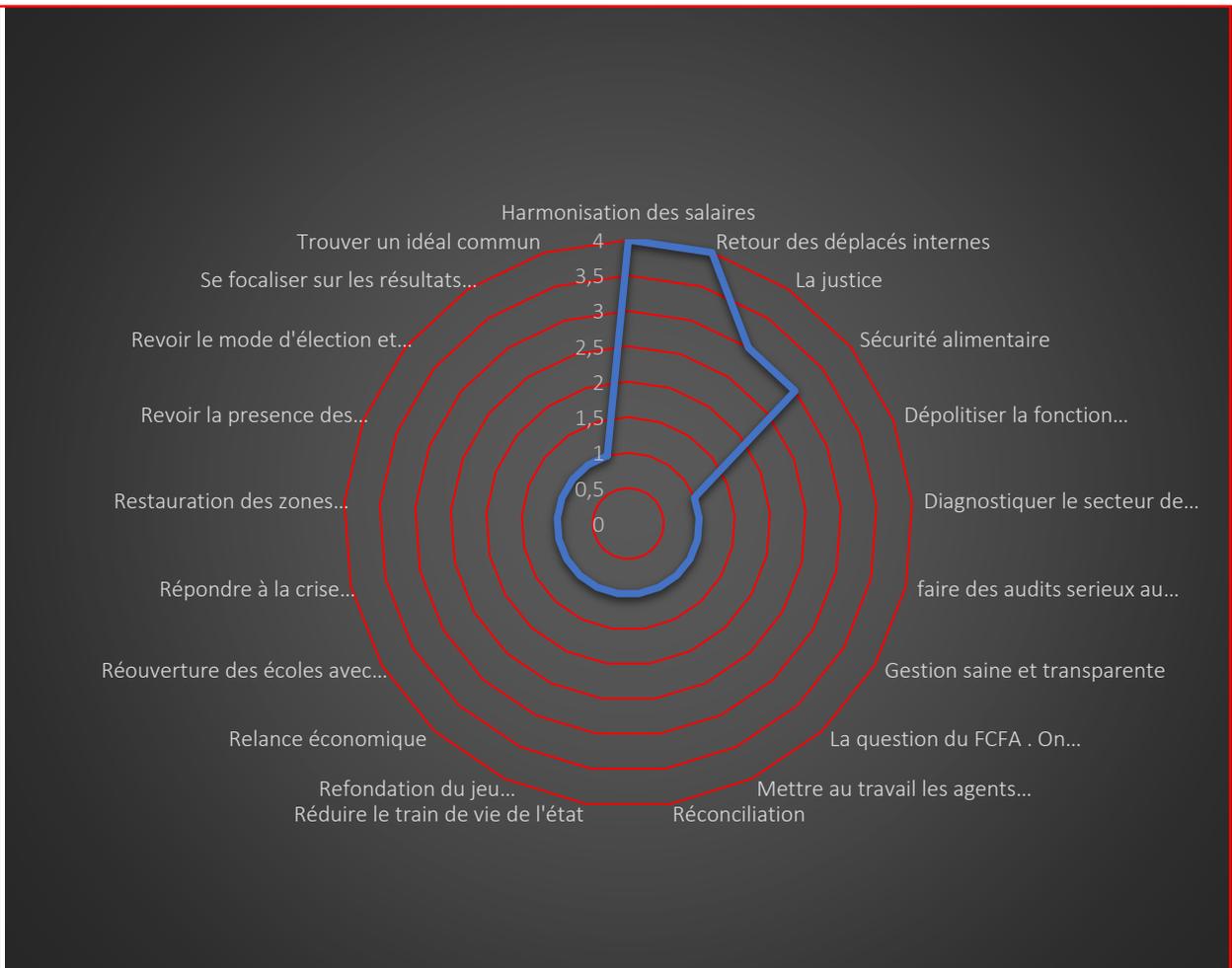


34% des sondés sont satisfaits du choix du Dr Albert OUEDRAOGO et 41% du choix des membres de son gouvernement qu'ils jugent conformes à l'esprit de la charte tout en espérant les voir plutôt à l'œuvre et avoir plus de temps pour apprécier leurs actions.

9. Quelles sont selon vous les priorités de nouveau gouvernement ?



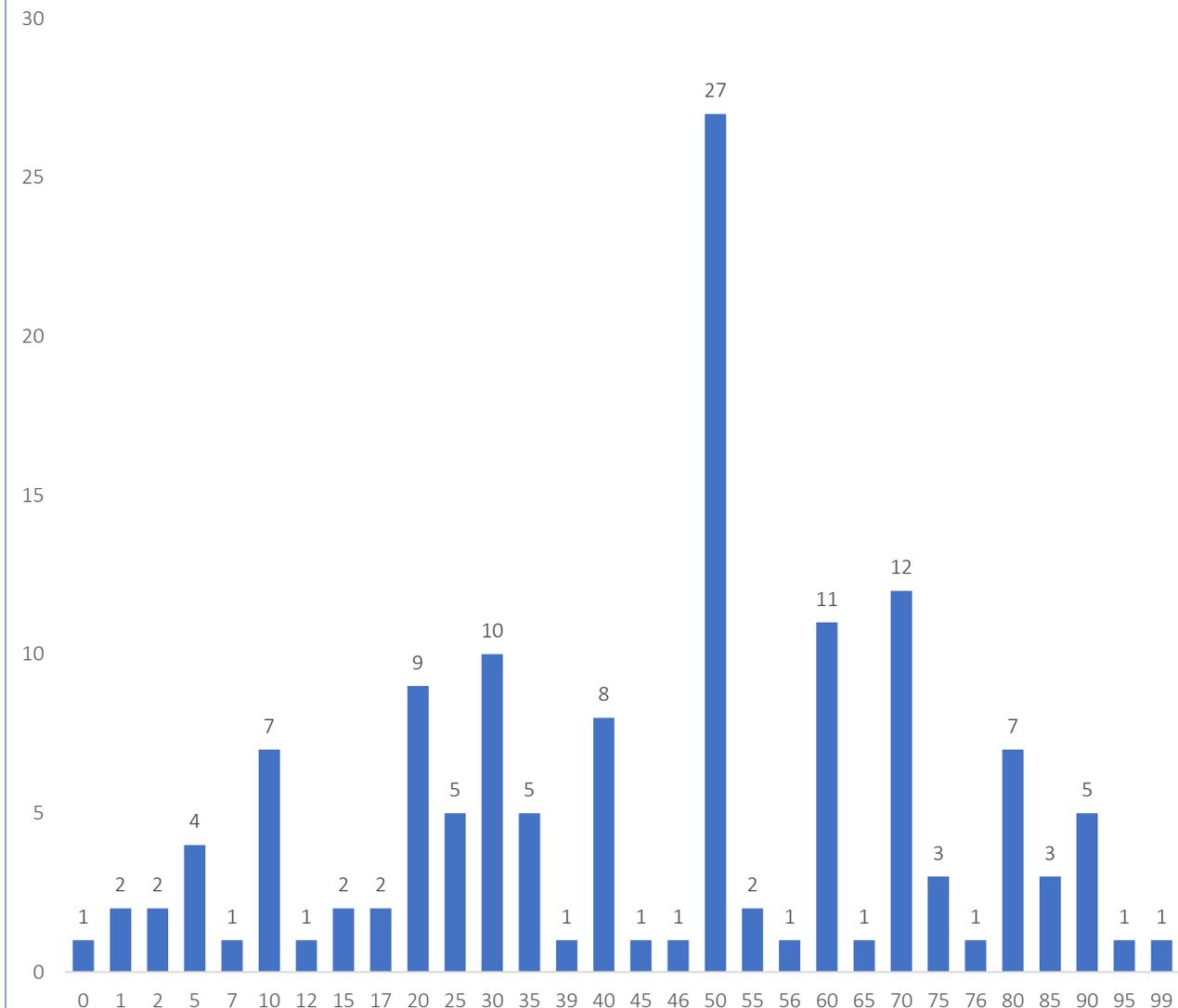
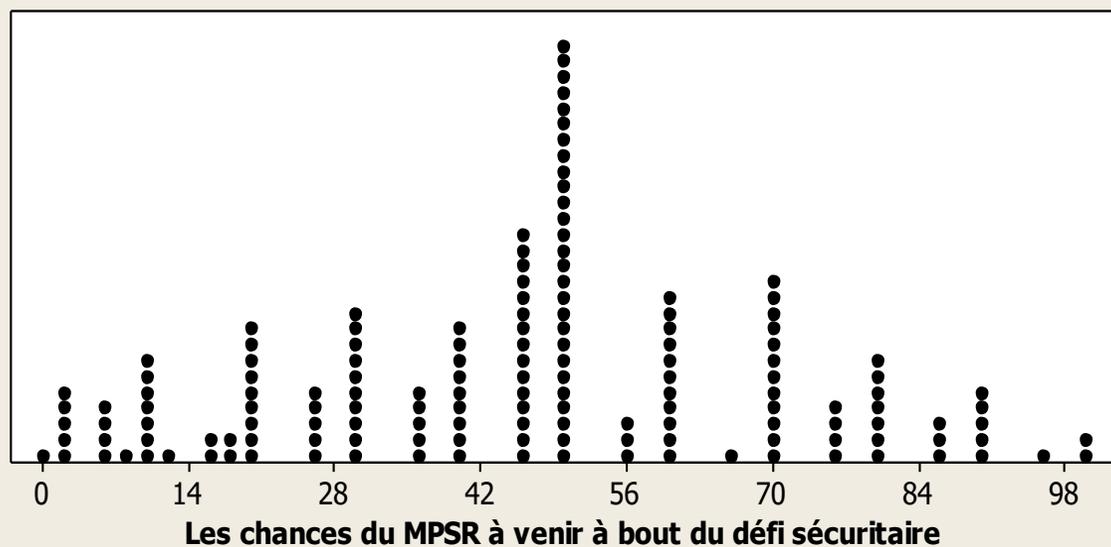
Autres priorités



La question sécuritaire (94% des sondés) et la lutte contre la corruption (66%) représentent à elles seules 79% des priorités absolues attendues par les sondés. D'autres attentes sont citées en second lieu et sont en réalité des conséquences relatives à la résolution des deux (2) priorités citées.

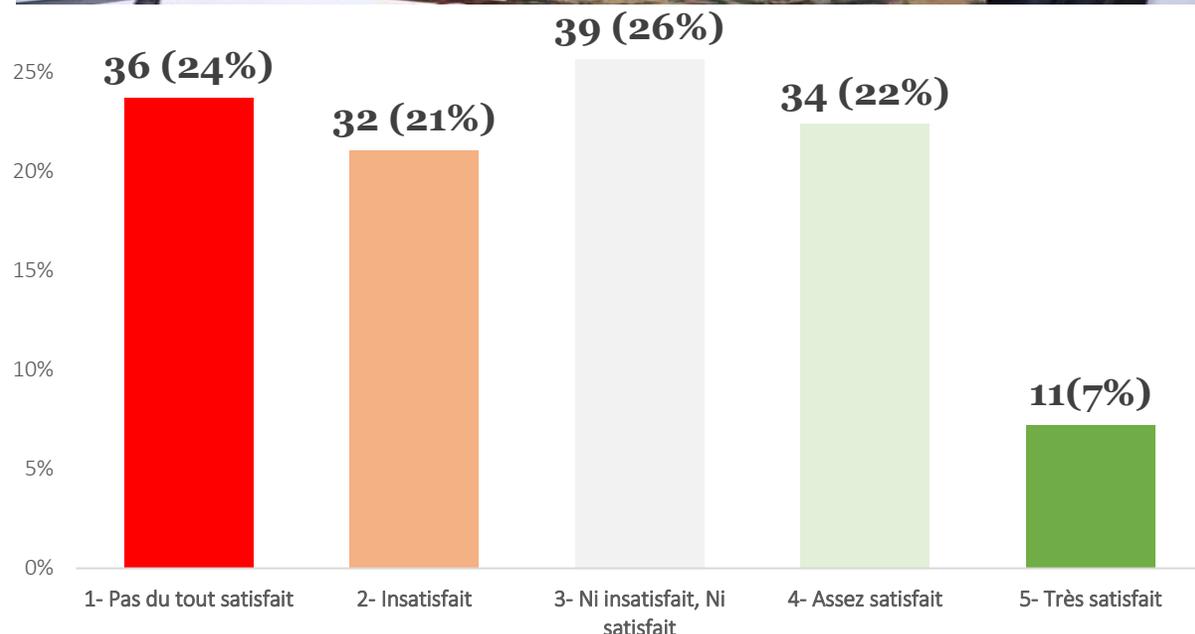
10. Sur une échelle de 0 à 100%, à quel pourcentage estimez-vous les chances du MPSR à venir à bout du défi sécuritaire, après avoir observé ses actions depuis son avènement ?

Les chances du MPSR à venir à bout du défi sécuritaire sur une échelle de 0 à 100



Après avoir observé ses actions depuis son avènement, les sondés estiment qu'en moyenne les chances du MPSR à venir à bout du défi sécuritaire est de 46 sur 100.

11. D'une manière générale, êtes-vous satisfait(e) ou pas de l'action du Président du Faso (DAMIBA) ?



Si « satisfait », quels sont les aspects ?

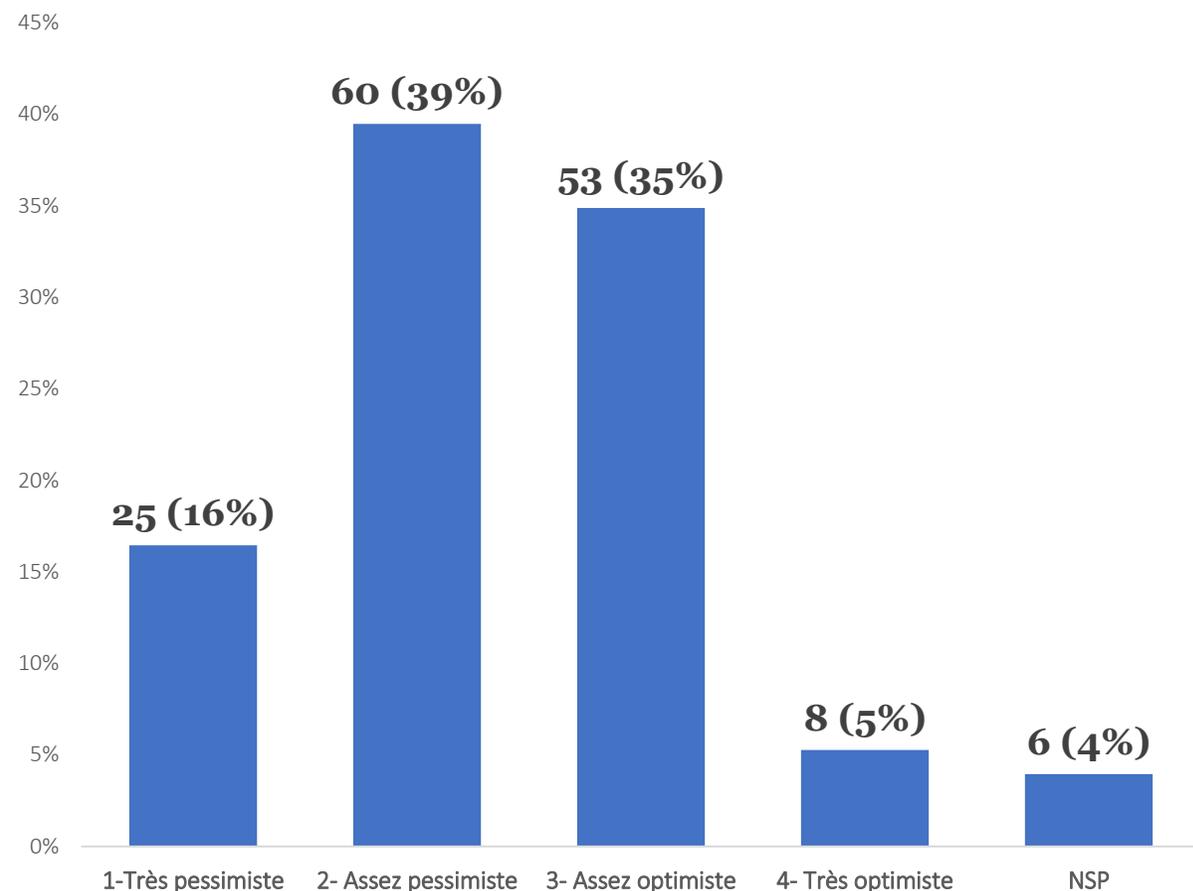
- Il agit et s'exprime peu, voire pas du tout, les actions menées sur le terrain
- Il peut réussir son pari à condition d'avoir de la poigne et oser beaucoup
- Son exemplarité dans la réduction du train de vie de l'État (véhicule ordinaire, cortège très sobre), ses discours très engagés sans être révolutionnaire,
- la mise en place de la commission technique pour rédiger la charte, la sortie sur le terrain à plusieurs reprises, la visite des blessés et des veuves liés au terrorisme, le choix du premier ministre et des 25 ministres.
- Après l'installation des ministres, il va mieux dérouler ses projets.
- Le chronogramme des actions réalisées depuis l'avènement du MPSR est diligent et cohérent
- Les mesures prises contre la corruption sont une bonne chose. De même, la stratégie mise en place pour la participation des populations à la vie de la nation en particulier aux FDS

Si « insatisfaisant », quels sont les aspects ?

- Aucune avancée sur le front sécuritaire où on assiste à une recrudescence des attaques
- Au lieu de poser des actes concrets dans le sens de donner vraiment de l'espoir, il est subitement devenu un politicien qui ne pense qu'à asseoir son pouvoir
- Le manque de communication crée de la suspicion et un doute.
- Les motifs du coup d'État restent ambigus d'autant plus que lui et son ministre de la défense étaient les vrais responsables de la sécurité
- Aucune action décisive pour la reconquête du territoire ou au bénéfice des PDI

45% des enquêtés sont insatisfaits et citent les raisons en trois grands points : (i) Aucune avancée sur le front sécuritaire où on assiste à une recrudescence des attaques; (ii) Pourquoi veut-il se prendre comme un élu du peuple ? (iii) Tâtonnements et manque de clarté dans la communication.

12. Avec ce nouveau régime, d'une manière générale, quand vous pensez à l'avenir de votre village/ville, êtes-vous ?



Pessimistes

- ✓ Si l'épisode Maïga n'est pas élucidé, la suspicion de sabotage à l'interne va persister. La précipitation de l'Union Européenne à soutenir le MPSR montre qu'on aura des difficultés pour prendre des distances avec la France.
- ✓ La progression ces derniers temps des groupes terroristes qui ont occupé de nouveaux villages et territoires.
- ✓ Le terrorisme ne pourra pas être vaincu en 3 ans par les mêmes militaires qui étaient sur le front et qui vont maintenant se mêler de la politique. On note un regain des attaques.
- ✓ Les HANI ont plus gagné du terrain, on dénombre des nouvelles PDI et des écoles continuent de se fermer et on ne voit pas de signes qui peut donner l'espoir.
- ✓ Les politiciens et les acteurs de la société qui entourent le MPSR sont des gros boulets pour lui.

Optimistes

- ✓ Les décisions peuvent être améliorées au fur et à mesure qu'on avance et en fonction
- ✓ des résultats obtenus à mi-parcours.
- ✓ Les PDI pourront rejoindre leurs localités et vaquer à leurs occupations pour relancer l'économie du pays.
- ✓ L'horizon ne s'éclaircit pas systématiquement, mais on espère !
- ✓ Si la charte et ses corolaires sont mis en œuvre comme il se doit.
- ✓ La bonne gouvernance entrainera la réalisation de meilleures réalisations des infrastructures et leur gestion efficiente
- ✓ Le régime en place tente de réunir tous les burkinabè afin de mener à bien sa feuille de route.
- ✓ Comme ce sont les militaires qui ont le pouvoir et connaissent bien les rouages de ce conflit, ils pourront apporter des solutions appropriées

Pour l'avenir de leurs cités (villes ou communes), 56% des sondés s'estiment pessimistes voire très pessimistes (16%). En effet, les principaux motifs cités par la majorité portent sur la dégradation continue de la situation sécuritaire, l'absence de perspective claire, des aspects purement économiques.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, force est de reconnaître que la grande préoccupation des enquêtés demeure, sans surprise, le défi sécuritaire. Et de plus en plus, tous sont inquiets au regard des actions déjà entamées jugées insuffisantes voire moins rapides pour faire face aux préoccupations légitimes des populations. Les différentes recommandations çà et là puisées des commentaires des enquêtés, quoique subjectives, méritent une prise en compte urgente. Il s'agit de :

1. revoir la communication gouvernementale en communiquant plus sur les actions entreprises et les raisons qui ont conduit à prendre ces décisions ;
2. être attentif aux préoccupations premières des populations ;
3. communiquer sur les actions futures ou les activités phares à entreprendre, à l'exclusion des stratégies militaires ;
4. accélérer la mise en place de toutes les institutions de la Transition ;
5. sonner la mobilisation générale à travers des actions fortes ;
6. l'effectivité de la préoccupation première de la Transition qui est de récupérer les zones occupées et réinstaller les populations (PDI) dont la souffrance actuelle n'est plus à démontrer.



« RESULTATS /ENQUETE DE PERCEPTION DU MANDAT DU MPSR »



Présenté par :
Dr. C. PARE (Lefaso.net)
S. DRABO (OBAAS Consulting)